

**Délibération n° 2021-12-02/28**

**Objet : Indemnités pour l'exercice de fonction des élus locaux – Modification des bénéficiaires**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU JEUDI 02 DECEMBRE 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi deux décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 26 novembre 2021, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 24**

**Nombre de membres représentés : 4**

**Secrétaire de séance : Patricia NIVASSE**

**Présents : Jean-Pierre RICO**

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Julien RODIER - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

**Absents représentés :** Colette MORETEAU *pouvoir* à Brigitte RODRIGUEZ, Pascale MARCHAL *pouvoir* à Jean-Pierre RICO - Romain CASAS-MATEU *pouvoir* à Jean-Pierre RICO, Laurie BELTRA *pouvoir* à Olivier BOUDET

**Absent non représenté :** Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

---

***Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle rapporte :***

Par délibération n°2020-07-28/17 du 28 juillet 2020, le Conseil municipal a fixé les indemnités pour l'exercice de fonction des élus locaux, destinées à couvrir les frais que les élus exposent dans l'exercice de leur mandat.

Le taux maximum de l'enveloppe des indemnités est déterminé par strate de commune.

La population à prendre en compte, et ce pour toute la durée du mandat, est la population totale telle qu'elle résulte du dernier recensement avant le dernier renouvellement intégral du Conseil municipal, soit 9 108 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le montant maximal de l'enveloppe des indemnités de fonction du maire et des adjoints est égal respectivement à :

- 55% de l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique (à titre indicatif, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, indice brut 1027),
- et du produit de 22% de l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique par le nombre d'adjoints,

Soit : 2 139,17 € + (855,67 € x 8 adjoints) = 8 984,53 euros mensuel, correspondant à l'enveloppe globale mensuelle.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2123-20 à L2123-24 et R2123-23 ;

Vu le Décret n°2017-85 du 26 janvier 2017 portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation ;

Vu la Circulaire NOR INTB9200118C du 15 avril 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux ;

Vu la note d'information NOR TERB1830058N relative aux montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

Considérant la séance du Conseil municipal du 3 juillet 2020, relative à l'installation du Conseil, l'élection du Maire (délibération n° 2020\_07\_03\_1) et des adjoints (délibérations n° 2020\_07\_03\_2 et 2020\_07\_03\_3) ;

Vu la délibération n°2020-07-28/17 du 28 juillet 2020 et son annexe fixant les indemnités pour l'exercice de fonction des élus locaux ;

Vu la lettre du Préfet acceptant la démission de M. Marc Pellet de ses fonctions d'adjoint au Maire et de son mandat de Conseiller municipal à compter du 10 novembre 2021 ;

Vu l'arrêté du Maire n°2021-270 du 19 novembre 2021, donnant délégation de fonctions à Madame Brigitte Rodriguez, conseillère municipale ;

Vu la délibération du Conseil municipal n°2021-12-02/01 du 02 décembre 2021 portant élection de Monsieur Jean-Marc Malek en qualité de 3<sup>ème</sup> adjoint au Maire ;

Considérant la volonté du Maire de déléguer par arrêté des fonctions à M. Jean-Marc Malek, Adjoint ;

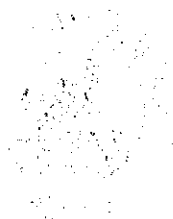
Considérant l'obligation d'adopter une nouvelle délibération pour tenir compte des changements de bénéficiaires des indemnités de fonctions d'élus ;

Il est proposé au Conseil municipal, de bien vouloir :

- Dire que la présente délibération abroge et remplace la délibération n°2021-02-10/02 du 10 février 2021 pour tenir compte des changements de bénéficiaires des indemnités de fonctions d'élus désignés dans son annexe,
- Fixer les indemnités de fonction du maire, des adjoints titulaires et des conseillers municipaux titulaires d'une délégation, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus, comme suit :

<b>Maire</b>	52 % de l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique (à titre indicatif, indice brut 1027 depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2019)
<b>Adjoint au maire</b>	20,50 % de l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique (à titre indicatif, indice brut 1027 depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2019)
<b>Conseillers municipaux délégués</b>	5 % de l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique (à titre indicatif, indice brut 1027 depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2019)

- Dire que l'indemnité de fonction de M. Jean-Marc Malek est versée à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Maire lui donnant délégation de fonction suite à son élection ce jour en qualité de 3<sup>ème</sup> adjoint.
- Dire que l'indemnité de fonction de Madame Brigitte Rodriguez, conseillère municipale déléguée à la culture, est versée avec un effet rétroactif à compter de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Maire n° 2021-270 du 19 novembre 2021 lui donnant délégation de fonction.
- Dire que les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires, et en fonction de la valeur de l'indice terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique.
- Dire que les crédits sont inscrits au budget de la commune.



FONCTION	NOM PRENOM	TAUX REGLEMENTAIRE MAXIMUM (1)	TAUX APPLIQUÉ (1)
Maire	RICO Jean-Pierre	55,00 %	<b>52,00%</b>
1 <sup>ER</sup> Adjoint	MARCOU Mario	22,00 %	<b>20,50%</b>
2 <sup>ème</sup> Adjointe	TAVERNE Jocelyne	22,00 %	<b>20,50%</b>
3 <sup>ème</sup> Adjoint	MALEK Jean-Marc	22,00 %	<b>20,50%</b>
4 <sup>ème</sup> Adjoint	MIRAULT Xavier	22,00 %	<b>20,50%</b>
5 <sup>ème</sup> Adjointe	PISTRE Christiane	22,00 %	<b>20,50%</b>
6 <sup>ème</sup> Adjoint	BOUDET Olivier	22,00 %	<b>20,50%</b>
7 <sup>ème</sup> Adjointe	BERTOUY Françoise	22,00 %	<b>20,50%</b>
8 <sup>ème</sup> Adjointe	NIVASSE Patricia	22,00 %	<b>20,50%</b>
Conseiller Municipal Délégué	LEIENDECKERS Jean -Marc	6,00%	<b>5,00%</b>
Conseiller Municipal Délégué	LITTON Michel	6,00%	<b>5,00%</b>
Conseillère Municipale Déléguée	RODRIGUEZ Brigitte	6,00%	<b>5,00%</b>

(1) Pourcentage du traitement correspondant à l'indice brut terminal de la fonction publique

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 02 décembre 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.